



# FRANCE



Assemblée Nationale

59<sup>ème</sup> Session

DEBAT GENERAL



révolté par le drame de l'école de Beslan, où la violence a massacré l'enfance, symbole de l'innocence ?

Nous luttons sans merci contre le terrorisme. Attachons-nous dans le même temps à traiter ses racines. Cela veut dire : mettre fin aux situations que les terroristes exploitent, redonner espoir aux exclus de la planète, rendre leur dignité aux peuples qui en sont privés, faire prévaloir partout le dialogue et la coopération entre les civilisations, les cultures et les religions plutôt que l'affrontement et l'intolérance.

Les menaces globales exigent une réponse forte, et toujours collective. Celle de la prolifération, qui risque de se conjuguer à celle du terrorisme, appelle une action déterminée et dans la durée. Le régime de non-prolifération a été gravement mis à mal par l'action combinée de certains Etats et d'acteurs non étatiques. Voilà pourquoi le renforcement des instruments dont nous disposons est indispensable. La conférence d'examen du TNP, en 2005, en sera l'occasion.

\*

\*\*\*

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Un monde plus sûr et plus libre sera d'abord un monde plus juste.

C'est pourquoi nous devons, sans relâche, agir pour régler les conflits.

Je pense bien sûr au Proche Orient où après les espoirs de Madrid, Oslo, Camp David et Taba, l'absence de perspective nourrit aujourd'hui le désespoir, les extrémismes et toutes les formes de violences. Cette crise centrale ne trouvera de solution qu'à travers la relance d'un règlement négocié, fondé sur le droit international, permettant à tous les peuples de la région de vivre dans la dignité et la sécurité. La « feuille de route », que les parties ont agréée, que le Conseil de sécurité a endossée, doit être appliquée en totalité et de bonne foi. La France souhaite que le retrait de Gaza en soit une première étape. Elle ne ménagera aucun effort pour que le processus de paix reprenne. Elle continuera d'agir auprès des dirigeants – je dis bien tous les dirigeants – élus et légitimes de cette région.

Ne nous y trompons pas : construire la paix au Proche-Orient est une responsabilité historique pour notre génération. L'Europe, en partenariat avec les Etats-Unis, la Russie et l'ONU, a vocation à jouer un rôle politique d'impulsion dans ce processus.

En Iraq, la violence se déchaîne. Seule une reprise en main de leur destin par les Iraquiens eux-mêmes et la poursuite du processus politique prévu par le Conseil de sécurité permettront à ce pays de sortir d'un chaos qui déstabilise l'ensemble de la région. La France, chacun le sait, n'a pas approuvé les conditions dans lesquelles ce conflit a été déclenché. Ni aujourd'hui, ni demain elle ne s'engagera militairement en Iraq. Elle réaffirme en revanche avec ses partenaires européens, sa disponibilité à aider le peuple iraquien à reconstruire son pays et à relever ses institutions.

Dans cette région du Moyen-Orient, qui ne voit que tout est fragile et que tout se tient ? Qui ne comprend que partout la seule voie est celle de la souveraineté et de la justice pour les

peuples ? C'est ainsi qu'ils avanceront sur la voie de la paix et de la modernisation économique et politique, à laquelle ils ont droit.

Mesdames, Messieurs,

C'est aussi en Afrique que nous gagnerons ou que nous perdrons le combat pour la justice. Sans justice, pas de paix. Sans paix, pas de développement durable. L'avenir du continent africain, sa stabilité, son développement, sont un enjeu essentiel pour nous tous.

Aujourd'hui, sous l'impulsion des Nations Unies, des crises anciennes se sont dénouées, ou vont l'être : le Mozambique, la Sierra Leone, le Liberia. D'autres ont surgi, dont nous devons, ensemble, éviter l'enlisement ou la contagion : en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine, au Darfour. La région des Grands Lacs tarde à trouver le chemin de la paix, comme tardent à s'éteindre le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée, et à se résoudre la question somalienne.

Sur ce continent en profonde évolution, avec de réelles menaces mais aussi un considérable potentiel, les responsables politiques témoignent aujourd'hui d'une vraie détermination à s'engager pour résoudre les conflits et les crises. En témoignent la mise en oeuvre du NEPAD, l'engagement déterminé de l'Union africaine, sur le plan politique comme sur le terrain, le rôle croissant des organisations régionales. Appuyons résolument cet engagement. Sur le développement, mais aussi sur la construction de la paix, sachons mettre en place les conditions d'un partenariat efficace et cohérent entre le Nord et le Sud.

Face à l'ampleur des enjeux et des besoins, je crois à la mutualisation des efforts des Européens, aux côtés de nos partenaires africains et sous l'égide des Nations unies, chaque fois que cela sera nécessaire. Je suis convaincu que notre expérience de la construction européenne peut être utile.

La France s'est impliquée depuis longtemps dans le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix. Aujourd'hui, par elle-même, l'Union européenne entend s'engager sans délai et avec détermination. L'opération Artémis, en République démocratique du Congo, en est la preuve. La mise en place de la facilité européenne pour la paix apporte désormais un appui majeur aux organisations africaines. Nous sommes disponibles, si l'Union africaine le souhaite, pour accompagner son action en faveur de la paix, comme au Soudan.

Mesdames, Messieurs,

Justice et prévention des conflits sont indissociables d'une action collective en faveur du développement.

Les objectifs du Millénaire, qui engagent les pays en développement, les pays donateurs, et les institutions multilatérales, sont pour nous tous, notamment les pays les plus riches, une ardente obligation.

Plus de 50 milliards de dollars par an manquent pour atteindre ces objectifs. Lundi, plus de cent pays ont soutenu la « déclaration de New York sur l'action contre la faim et la pauvreté ». Ils demandent ainsi que des ressources supplémentaires soient apportées au développement, y

compris par des mécanismes innovants.

Ce mouvement puissant, lancé dans cette enceinte des Nations Unies, pour dégager les moyens de la justice et du développement, marque une étape majeure. Mon pays, par la voix du Président de la République, est fier d'y avoir contribué.

Mais au-delà, la France se bat aussi pour une mondialisation mieux maîtrisée et donc plus

La négociation d'une convention sur la diversité culturelle, qui vient de s'ouvrir à l'UNESCO, constitue donc un enjeu essentiel. Elle doit, comme prévu, aboutir à un résultat concret d'ici à la conférence générale de 2005.

Mesdames et Messieurs,

Notre planète est en danger ! La Terre s'use, nous ne l'entretiens pas, nous la pillons. Le climat se dégrade. Et pourtant, souvenons-nous que la rareté des ressources a été, de tout temps, un facteur de conflit. L'avenir de nos enfants nous presse d'agir pendant qu'il en est encore temps.

Y a-t-il un seul sujet qui ignore plus évidemment les frontières, qui requière davantage une action coordonnée, c'est-à-dire multilatérale ?

La gouvernance internationale en matière d'environnement est aujourd'hui très insuffisante. Il faut simplifier et renforcer le dispositif international en matière d'environnement, développer la veille et l'expertise, accroître les financements, notamment en direction des pays en développement.

Soyons lucides pour l'environnement comme pour d'autres enjeux, prévenir coûte toujours moins cher que réparer.

Nous avons également indiqué, avec l'Allemagne, de quelle manière la représentativité et la légitimité de l'action du Conseil de sécurité pourraient être améliorées. Nous préconisons un élargissement dans les deux catégories de membres, permanents et non permanents ; nous avons exprimé notre soutien aux aspirations de l'Allemagne, du Japon, du Brésil et de l'Inde, qui devraient être accompagnés d'un pays d'Afrique.

\*  
\*\*\*

Dans un monde complexe, imprévisible, notre responsabilité commune est de préserver et de renforcer la seule institution où toutes les Nations peuvent s'unir pour dessiner et maîtriser leur destin commun. L'ONU, par sa légitimité, par une efficacité toujours accrue, doit être l'instrument de la conscience universelle dont elle demeure le creuset.

Je vous remercie./.